RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Elections législatives
du 4 mars 1973

——— 2e Circonscription du département des Hautes-Alpes ———

Electrices, Electeurs,

La fédération départementale du Parti Socialiste des Hautes-Alpes et le Mouvement de la Gauche Radicale m'ont proposé de défendre l'Union de la Gauche Démocrate et Socialiste dans la deuxième circonscription des Hautes-Alpes.

LE CANDIDAT. — J'ai accepté, car à travers toute notre région, dans toutes nos vallées, dans le Briançonnais, et plus particulièrement le village de Pont-de-Cervières d'où ma famille est originaire, dans le Queyras, la Vallouise, l'Embrunais, le Champsaur, le Valgaudemar, j'ai de vieilles attaches familiales et de solides amitiés qui m'ont permis de bien connaître nos problèmes. Je constate tous les jours, que notre mécontentement atteint un niveau tel qu'il ne peut déboucher, comme dans toute la France, que sur un changement profond de politique et donc d'élu.

Ma connaissance des problèmes de notre région, ma profession qui m'a conduit à m'occuper des problèmes du tourisme et de l'équipement de nos campagnes, mon action au sein du Parti Socialiste, font de moi un candidat bien préparé pour une action concrète et suivie qui permettra enfin à notre région d'exprimer son dynamisme et ses possibilités réelles, dans la dignité, l'exercice de la responsabilité de tous et la liberté.

LES PROBLEMES DES HAUTES-ALPES. — Pour un département dont la population est abandonnée par le pouvoir actuel depuis 15 ans, sauf en période électorale, c'est la seule possibilité de combler le retard qui s'est établi et qui s'aggrave chaque jour, entre notre région et les régions favorisées.

Les Hauts-Alpins ne veulent plus faire confiance à des promesses qui ont déjà été faites par le passé, à de multiples occasions et qui n'ont jamais été tenues. **Qu'a-t-on fait pour la survie de notre agriculture de montagne, l'adaptation des activités de climatisme, le problème de l'emploi de plus en plus grave, les soucis de nos artisans et de nos commerçants, la création d'activités de tourisme auxquelles nous puissions nous intégrer ?**

Sur le plan des principes généraux, on a fait des discours, parfois même des lois qui, grâce à une « publicité » bruyante s'efforçaient de nous faire croire que la solution était trouvée et que tout était mieux.

Les rares « réalisations » sont inopérantes ou désastreuses, permettent et encouragent la spéculation effrénée, les profits considérables et inacceptables de quelques groupes : la SIC-SAFCO à Embrun, l'expérience catastrophique de Risoul qu'on voulait recommencer à Cervières, les difficultés rencontrées par nos coopératives agricoles, l'insuffisance des salaires versés par des usines qu'on a crées cependant à force de subventions, le Parc des Ecrins envisagé comme une source de rentabilisation immobilière de notre pays, tout a été conduit pour servir le pouvoir de l'argent au détriment de nos intérêts.

Tous ceux qui, après les déclarations fracassantes des ministres actuels, essaient de résoudre leurs problèmes dans le cadre des mesures annoncées, connaissent le fossé considérable existant entre les « beaux » discours et les applications concrètes : la légende de la « vache tondeuse » en est un exemple actuel.

On nous parle de promotion sociale de la femme mais on se contente de voter des lois innefficaces. Le Parti Socialiste en présentant une femme dans la consultation électorale montre qu'il s'est dès à présent engagé dans cette voie.

On nous parle de notre essor économique en « oubliant » de préciser qu'il s'accompagne d'une inégalité croissante, la plus forte des pays développés et de loin, qui n'est plus supportée par les Français et qui menacerait notre développement futur si le changement ne se réalisait pas cette fois-ci.

L'UNION DE LA GAUCHE. — L'Union de la Gauche va pouvoir réaliser le changement profond de politique dont la France et notre département ont besoin. Cette nouvelle politique de progrès économique et social POUR TOUS, comment la mettre en œuvre ? Le Programme Commun prévoit les réalisations concrètes qui permettront à toutes les catégories de la population française et haut-alpine de vivre enfin dans une véritable démocratie politique et économique. Le Programme Commun, c'est le programme de la justice sociale avec un revenu décent pour tous, le programme de l'égalisation des chances, le programme de la liberté.

Jean-Louis SILVESTRE et Marthe GARNIER

— attirent votre attention sur ces points particuliers du Programme Commun :

- garantie du revenu minimum agricole et soutien aux agriculteurs des zones défavorisées,
- lutte contre la fraude fiscale,
- suppression de l'avoir fiscal et création d'impôts sur les grosses fortunes,
- développement des équipements collectifs,
- SMIC porté à 1 000 F par mois,
- suppression des abattements de zone,
- niveau des retraites assimilé au SMIC,
- gestion démocratique des entreprises,
- démocratisation de l'Education Nationale,
- droit de vote à 18 ans;

— vous proposent dans le cadre de notre région :

- amélioration urgente des liaisons routières et ferrovières,
- une formation professionnelle adaptée aux conditions locales (agriculture, tourisme),
- une participation réelle aux décisions qui nous concernent,
- restitution aux agriculteurs du contrôle de la coopération agricole,
- la défense et l'encouragement de nos artisans.

c'est pourquoi ...

dès le premier tour vous voterez pour

Jean-Louis SILVESTRE

INGÉNIEUR DES TRAVAUX RURAUX

Suppléante :

Marthe GARNIER

PROFESSEUR

Candidats du Parti Socialiste pour l'Union de la Gauche Démocrate et Socialiste